Belges qui s'était ralliés à l'amnistie, tout en imposant à ses bénéficiaires, un serment de loyalisme et de fidélité à la Belgique, au cas où ils solliciteraient un mandat public, le gouvernement fait cette réserve: Les traîtres condamnés à mort bénéficieront de l'amnistie, recouvreront tous leurs droits civils et politiques, sauf celui de l'éligibilité.

Le ministre de la Justice a été chargé de préparer ce nouvel et décisif amaigrissement pour la séance de la Chambre de mercredi. Toujours préoccupés d'un vote national, les ministres espèrent que le Parlement votera cet amendement dans un esprit de pacification. Si son effort n'aboutissait pas, le gouvernement, estimant qu'il a tout fait pour l'apaisement et qu'il ne peut aller au-delà sous peine de repousser une grande partie de l'opinion publique qui n'a, pour les traîtres, qu'une volonté de pardon et d'oubli, le gouvernement, dis-je, se retirerait.

Les députés ont vingt-quatre heures pour se décider. Le gouvernement ne sollicite pas seulement leur adhésion à une formule transactionnelle. Il leur demande à tous un acte de fraternité, un sacrifice dans l'intérêt général. Si le vote, de part et d'autre, n'est pas généreusement accepté sans arrière-pensée; s'il subsiste de la rancœur, de la colère; si l'amnistie n'est pas la fin d'un drame mais laisse, au contraire, la porte ouverte à de nouvelles querelles, le dernier effort d'entente du gouvernement aura été vain.

Le débat de mercredi dira si la Flandre et la Wallonie se séparent ou se rapprochent.

S...

La Chambre a commencé la discussion du projet sur le règlement amiable des dettes commerciales

Paris, 1er juin. — La Chambre, dans sa séance de mardi matin, a discuté le projet de loi instituant, en faveur des débiteurs, commerçants et artisans, le règlement amiable homologué, et la proposition de loi de M. Emile Périn, portant aménagement des dettes des commerçants et industriels, victimes de la crise économique.

M. HENRI BECQUART

« Le créancier est un épargnant. La confiance ne reviendra pas s'il continue à être traité en ennemi. »

M. Becquart (Lille), intervenant dans la discussion générale, déclare que, sous la réserve de quelques retouches de détail, il votera le titre premier du projet de loi instituant, en faveur des débiteurs, commerçants et artisans, le règlement amiable homologué.

Il est, en effet, souhaitable de sauver de la faillite des entreprises qui contribuent à la prospérité commerciale et industrielle du pays.

L'orateur déclare, par contre, que le titre II du projet de loi, accordant des délais à certains débiteurs, qui dans les six mois de la promulgation de la loi, les réclameront, ne manque pas de l'inquiéter. Il s'est, dit-il, créé une mystique dans le pays, d'après laquelle le débiteur apparaît comme une victime. Or, ce n'est pas toujours une victime. Le créancier est un épargnant. Il ne faut pas oublier, en outre, que depuis plusieurs années, on a constaté un fléchissement de la probité.

M. Becquart reconnaît qu'il y a des débiteurs de bonne foi qui ne peuvent pas payer. Il ne peut être question de faire payer ceux-là. Nous sommes tous d'accord ici pour désirer la baisse du loyer de l'argent, mais le taux de l'intérêt ne baissera qu'autant que la sécurité augmentera. La question qui se pose est une question de confiance. Or, la confiance ne reviendra pas si le créancier continue à être traité en ennemi.

M. Brumet (Drôme), déclare qu'il faut aménager les dettes où accorder des délais à ceux qui les ont contractées. Il critique certaines dispositions du projet, notamment celles qui concernent la procédure à suivre pour l'aménagement des dettes.

M. Langumier (communiste, Seine), réclame des crédits pour l'artisanat, la petite et la moyenne industrie.

M. Bous (Pyrénées-Orientales), estime qu'il aurait mieux valu accorder d'abord des délais et des réductions aux débiteurs, avant de penser à l'homologation d'un règlement amiable.

M. QUENETTE

déplore la crise de moralité

M. Quenette (Meurthe-et-Moselle), observe que la crise économique s'est augmentée d'une crise de moralité. Trop souvent il y a des interventions de l'Etat dans des accords librement consentis. Il importe avant tout de restaurer la moralité dans le commerce et le respect de la signature donnée.

La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

On adopte sans débat le projet voté par le Sénat, tendant à la ratification de la convention concernant le travail obligatoire, approuvée par la conférence internationale du travail en juin 1930.

La séance est levée à 11 h. 55.

A la reprise, à 16 h. 35, on continue la discussion du projet de loi instituant en faveur des débiteurs commerçants et artisans le règlement amiable homologué.

M. Fauchon regrette que le texte soit incomplet et qu'il ne puisse s'appliquer aux agriculteurs.

Les dispositions du projet

M. Plancke, rapporteur de la Commission du commerce, fait connaître les dispositions du projet. Celui-ci comprend deux parties distinctes qui doivent répondre à des situations bien différentes. L'une, le règlement amiable, qui crée un instrument d'aménagement et de réduction des dettes; l'autre, accordant des délais à certains débiteurs.

Il faut éviter, dit le rapporteur, les faillites inutiles et nuisibles aux intérêts mêmes des créanciers ou des tiers car ces opérations ne ruinent pas seulement le failli, elles peuvent entraîner l'insolvabilité des fournisseurs et, par l'interdépendance de l'économie moderne, gêner de nombreux autres commerçants.

Le règlement doit s'appliquer à toutes les dettes car il n'y a pas de salut pour la vie économique du pays sans réduction du taux des intérêts. Le rapporteur conclut en invitant ses collègues à voter rapidement cette réforme.

M. Maxteau, rapporteur pour avis de la Commission de la législation civile, parle dans le même sens, sous réserve de quelques précisions de texte.

La discussion générale est close. La Chambre passe à la discussion des articles.

Après une suspension de séance, en réponse à M. Vallette-Viallard, M. Vincent Auriol donne toutes explications sur le fonctionnement de l'organisme qui centralise le règlement de toutes les importations de charbons allemands et s'occupe du rapatriement des avoirs français en Allemagne. Un accord économique franco-allemand régle ce rapatriement.

La séance est levée à 18 h. 45.

Séance jeudi matin.

Les événements d'Espagne

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Au surplus, ajoute-t-on, des milieux anglais compétents ont exprimé l'avis qu'on ne peut exiger équitablement des navires au service du Comité de non-intervention, qu'en cas de besoin ils ne soient pas autorisés à accoster dans d'autres ports de relâche que ceux qui leur sont assignés.

En conséquence, du point de vue britannique, l'approvisionnement du « Deutschland » en combustible dans la rade d'Ibiza, est absolument justifié.

Vingt-cinq morts

Gibraltar, 1er juin. — On confirme qu'un nouveau décès, parmi les membres de l'équipage du « Deutschland », porte à vingt-cinq le nombre des morts.

Les victimes seront ramenées en Allemagne

Berlin, 1er juin. — Le Führer-chancelier a ordonné que les morts du cuirassé « Deutschland » soient ramenés en Allemagne aux frais de l'Etat et inhumés en terre allemande.

Le calme renaît dans Almeria meurtrie

Alméria, 1er juin. — La petite ville maritime, aux confins de la Sierra Nevada, a repris son calme mardi matin.

Lundi, les autorités espagnoles avaient été averties de l'approche des vaisseaux allemands, mais ne prévoyaient pas un bombardement.

Dès les premières détonations, la population s'enfuit. Les petites maisons commencèrent de s'écrouler ici et là, sous les obus.

Les obus tombaient au hasard.

Au milieu de la rue principale, plusieurs personnes gisaient, coupées en deux par une deflagration.

Les secours ambulanciers s'organisèrent rapidement, grâce à la Croix-Rouge. Les victimes furent hospitalisées d'urgence.

Le nombre des morts et des blessés n'est pas encore officiellement connu, mais on parle de vingt tués et de cent cinquante blessés.

Les communications des P.T.T. sont rompues.

Plus de deux cents obus de 205 et de 265 ont été tirés par les Allemands.

Il n'y a pas un édifice dans toute la ville qui n'ait été touché.

Après le bombardement, les navires allemands sont partis vers Melilla, pavillon largement déployé. Les navires qui coopérèrent à cette opération étaient l'« Admiral-Scheer », les destroyers « Léopard », « Luchs », « Wolssen » et « Panthera ».

On a procédé mardi matin à l'enterrement des victimes. Les journaux n'ont pu paraître en raison du manque d'électricité.

La cathédrale, des églises, des cliniques, des banques, des écoles sont parmi les édifices les plus touchés.

Les habitants essayent de retrouver leurs demeures. Les voitures ne peuvent circuler dans les rues pleines de décombres que l'on déblaye. Les rues inondées par les fuites d'eau s'assèchent. Le travail a recommencé un peu partout.

Les conversations diplomatiques

On se montre moins inquiet à Londres sur le développement de la situation

M. von Ribbentrop aurait fait à M. Eden des déclarations rassurantes

Londres, 1er juin. — Dans les cercles diplomatiques de Londres, on se montre moins pessimiste que lundi sur l'évolution de la situation qui résulte de l'incident germano-espagnol. On croit savoir, en effet, que M. Eden aurait de nouveau insisté auprès de M. von Ribbentrop pour que le Reich ne prenne aucune mesure de nature à envenimer la situation et il semble que l'ambassadeur d'Allemagne ait donné à cet égard des indications rassurantes.

On formule dans les mêmes milieux, un certain nombre de suggestions sur les moyens de donner aux flottes internationales qui assurent la surveillance des côtes d'Espagne les garanties de sécurité que réclament le Reich et l'Italie.

Le droit de mouiller dans tous les ports d'Espagne pourrait être consenti aux navires de contrôle et on demanderait aux gouvernements de Valence et de Salamanque l'engagement de respecter ces bâtiments. Au cas où l'une des parties y manquerait, on verrait encore jouer le principe de solidarité ou de responsabilité commune.

En tout état de cause, le comité de non-intervention devrait être saisi de tout plan visant à assurer la sécurité des flottes de contrôle puisque les gouvernements de Rome et de Berlin ont eux-mêmes demandé que cet organisme formulât des propositions dans ce sens.

A Washington, M. Hull a reçu les ambassadeurs d'Allemagne et d'Espagne

Washington, 1er juin. — M. Hull, secrétaire d'Etat, a reçu aujourd'hui les ambassadeurs du Reich et d'Espagne.

Les deux diplomates ont déclaré que leurs gouvernements recherchent les méthodes pacifiques susceptibles d'amener une détente de leurs relations après les incidents du « Deutschland » et d'Almeria.

L'Italie ne fera rien pour aggraver la situation

Rome, 1er juin. — Les milieux autorisés confirment que l'Italie envisage avec le plus grand calme la situation internationale et que rien ne sera fait pour l'aggraver ou pour rendre plus difficiles les éclaircissements que l'on espère.

Un journal ayant fait allusion à une « expédition punitive », on assure qu'aucune mesure de cet ordre n'est envisagée.

On considère que le Comité de Londres a sa part de responsabilité dans les incidents survenus et que lui seul peut éclaircir la situation en se désolidarisant par des mesures énergiques, de la politique de guerre suivie par Moscou.

Sur les côtes espagnoles

Un contre-torpilleur portugais reçoit l'ordre de quitter Tanger

Lisbonne, 1er juin. — Le contre-torpilleur « Vouga », représentant le Portugal dans l'escadre internationale de Tanger, a reçu l'ordre de rentrer à Lisbonne, où il arrivera mercredi.

L'Allemagne augmente ses forces navales dans les eaux espagnoles

Berlin, 1er juin. — Le D. N. B. communique : Le croiseur « Leipzig » a pris la mer pour aller renforcer la flotte allemande dans les eaux espagnoles. D'autres navires partiront ces jours-ci.

Un croiseur et deux torpilleurs anglais quittent Saint-Jean-de-Luz pour les côtes d'Espagne

Saint-Jean-de-Luz, 1er juin. — Après une courte apparition de quelques heures en vue de Saint-Jean-de-Luz, le croiseur britannique « Royal Oak » est parti cette nuit pour les côtes d'Espagne.

Il était accompagné de deux torpilleurs britanniques.

D'autre part, on annonce à Londres que le croiseur de bataille « Hood » avec sir Geoffrey Blake, commandant l'escadre de croiseurs de Méditerranée, a quitté Spithead à destination de Gibraltar.

Quelques opinions

La presse allemande met en cause l'U.R.S.S....

Berlin, 1er juin. — Les journaux rejettent principalement sur l'U.R.S.S. la responsabilité du sang allemand qui a coulé à Ibiza, et invitent sur un ton impératif le Comité de non-intervention de Londres à prendre des sanctions contre le gouvernement de Valence.

« Moscou menace les fondements du continent européen, écrit la « Berliner Zeitung ». Il est temps pour l'Europe d'étouffer le foyer rouge en Espagne. »

« Le « Lokal Anzeiger » écrit : « L'Allemagne et l'Italie traitent les bolchevistes comme des voleurs et des pirates et elles continueront. Elles protègent, par leurs canons, la paix de l'Europe contre les traîtres qui lancent des bombes par derrière. »

La « Deutsche Allgemeine Zeitung » écrit : « Le fossé qui nous sépare du monde d'assassins rouges est devenu encore plus profond et notre opinion qu'il ne devrait plus y avoir de place pour ces assassins en Europe se trouve confirmée par le bombardement du Deutschland ».

La « Frankfurter Zeitung » emploie des termes plus modérés. Le journal déclare que les nouvelles unités allemandes envoyées dans les eaux espagnoles ont reçu l'ordre d'adopter une attitude exclusivement défensive et ajoute qu'à moins de nouveaux incidents, d'autres représailles allemandes n'auront vraisemblement pas lieu.

La « Frankfurter Zeitung » souligne enfin le caractère provisoire de la sortie de l'Allemagne du Comité de non-intervention de Londres.

« Le principe même de l'attitude allemande, écrit-elle, demeure le même c'est la non-immixtion.

« Il n'y aura pas de guerre, écrit l'« Angriff », qui rappelle qu'à Sarajevo quelques coups de revolver ont suffi pour embraser l'Europe.

» Sans doute, poursuit le journal national-socialiste, les bombes tombées sur le « Deutschland » et les obus lancés sur Almeria ont coupé la respiration à beaucoup d'Européens; mais on voit maintenant que, malgré cette passe d'armes subite, l'Europe ne part pas pour la guerre.

» Pourquoi cela? se demande l'organe national-socialiste: c'est parce que tous les hommes d'Etat ont aujourd'hui le sentiment que le risque d'une guerre est trop grand et que l'occasion permettant de mobiliser les peuples pour une guerre ne se trouverait pas ».

...ainsi que la presse italienne

Rome, 1er juin. — La presse dénonce la responsabilité soviétique dans le grave incident qui vient de se produire dans les eaux territoriales espagnoles. Le « Popolo di Roma » affirme que le gouvernement de Valence a fait tout son possible pour torpiller une possibilité d'armistice. Mais le journal ajoute que la Russie des Soviets a seule intérêt à ce qu'une guerre éclate en Europe.

« C'est Moscou qui a lancé les bombes sur les bateaux italiens et allemands. Le plan et la volonté qui le dirige sont soviétiques. »

Le « Messagero » développe la même thèse. Il ajoute qu'une guerre serait une catastrophe pour la civilisation, « mais Moscou a besoin d'une guerre universelle car, sans elle, le bolchevisme n'a pas de chance de survivre. »

La presse soviétique accuse les fascistes de provocation

Moscou, 1er juin. — La « Pravda » écrit au sujet du bombardement d'Almeria que « c'est une provocation monstrueuse des fauteurs de guerre fascistes, MM. Hitler et Mussolini, selon elle, veulent ainsi se dégager les mains et intensifier le renforcement des insurgés en Espagne ».

Les « Izvestia » écrivent dans leur revue internationale que les interventionnistes allemands ont répondu en bombardant Almeria à la résolution du Conseil de la S.D.N. contre le bombardement des villes sans défense. Almeria est une menace sérieuse pour la paix européo-mondiale.

Selon les « Izvestia », les Soviets insisteront pour qu'on mette fin à la politique des « concessions aux agresseurs ».

Les journaux anglais réprouvent les représailles allemandes

Londres, 1er juin. — Les commentaires de la presse anglaise sur le bombardement d'Almeria se ramènent à trois points que l'on retrouve dans tous les journaux et qui ne diffèrent que par la modération ou la violence des adjectifs.

1° Si le bombardement du « Deutschland » apparaît comme un acte de folie des gouvernementaux espagnols, les représailles exercées contre Almeria sont encore moins justifiées et ne sauraient être jugées trop sévèrement.

2° Il ne semble pas, maintenant que l'honneur allemand est satisfait, que l'on doive redouter de l'incident des suites très graves pour la paix internationale.

3° Il n'en reste pas moins que le système de contrôle si péniblement élaboré et dont les premiers résultats donnaient satisfaction est maintenant compromis et que sa réorganisation va être difficile.

L'attaque du « Deutschland » a-t-elle été décidée pour déclencher une guerre européenne ?

Londres, 1er juin. — Le capitaine A.V.M. Ramsay, conservateur, demandera mercredi à l'heure des questions à la Chambre des Communes, si le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a connaissance du fait que c'est à l'instigation d'agences communistes internationales et en vue d'entraîner le plus de pays possible dans une guerre européenne, que des avions se sont récemment livrés à une attaque contre le croiseur allemand « Deutschland ». Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères joindra-t-il ses protestations, au nom de l'Angleterre à celles du gouvernement allemand ?

L'Espagne nationaliste manifeste sa sympathie à l'Allemagne et à l'Italie

Salamanque, 1er juin. — Radio-National a rendu compte, à minuit, des diverses manifestations de sympathie qui se sont déroulées en Espagne envers l'Allemagne et l'Italie: « A Salamanque, a-t-il dit, le peuple espagnol a montré comment il réagit devant les crimes des rouges. »

A minuit 15, Radio-National a communiqué qu'il suspendait son émission, car un imposant cortège circulait dans la ville aux cris de : « Vive l'Allemagne, vive l'Italie ! » et « Vive l'Espagne ! ».

Tous les établissements publics avaient en effet, été fermés dans la soirée, afin de permettre une manifestation de protestation contre les agressions de l'aviation gouvernementale de ces derniers jours, aussi bien contre les populations des villes ouvertes que contre les bateaux du service de contrôle.

On annonce d'autre part que des manifestations de sympathie envers le Reich vont avoir lieu dans toute l'Espagne nationaliste.

D'après les journaux, ces démonstrations devront être « un cri de protestation contre les crimes inqualifiables des hordes marxistes et un geste de sympathie fervente envers l'Allemagne et l'Italie ».

Les OPÉRATIONS MILITAIRES

Une attaque des Basques contre le mont San Pedro a échoué

Munguia, 1er juin. — L'attaque gouvernementale, qui a été déclenchée sur les positions nationalistes du Mont San Pedro, dépasse, par son importance, toutes celles qui ont été lancées depuis le début de l'offensive de Biscaye. Profitant de la brume épaisse qui régnait dans la vallée, les troupes basques s'approchèrent des premières lignes, mais des bruits ayant alerté les sentinelles, l'état-major, qui s'attendait à une attaque, déclencha des tirs de barrage de mitrailleuses, de mortiers de tranchée et d'artillerie.

Les Basques parvintent à prendre pied quelques instants dans les tranchées au sommet d'une pente venant d'Orduna. Une violente contre-attaque les en chassa. On estime que les troupes gouvernementales ont perdu plus de 500 tués et 1.500 blessés.

Les gouvernementaux essuient de lourdes pertes dans le secteur de Guadarama

Avila, 1er juin. — (D'un des envoyés spéciaux de l'Agence Havas):

Depuis deux jours, les troupes du général Miaja ne cessent de lancer sur les lignes nationalistes des attaques qui sont montées avec un grand luxe d'effectifs et de matériel. Ces attaques ont toujours lieu dans les dernières heures de la nuit ou à l'aube, dans l'espoir de surprendre une défaillance des petits postes nationalistes.

Chaque fois, elles ont été repoussées avec des pertes sensibles pour les miliciens.

On indique dans les milieux militaires autorisés que le total des pertes subies par les troupes gouvernementales, au cours de leurs deux attaques de dimanche et lundi, dans le secteur de Guadarama dépasse cinq mille tués et blessés.

La jeune Parisienne qui voulait servir dans les milices espagnoles a été rendue à ses parents

Perpignan, 1er juin. — La police espagnole a conduit jusqu'à Cerbère, où l'attendaient ses parents, la jeune Jacqueline Michel, qui s'était enfuie du Lycée Molière, à Paris, pour se rendre en Espagne.

La jeune fille s'est refusée tout d'abord à toute déclaration. Puis elle a explique finalement qu'elle avait pris le train à Paris avec un billet pour Cerbère via Avignon et Narbonne.

Contrairement à ce qui avait été dit, elle franchit la frontière par la montagne. Au poste de La Serra, à Cerbère, elle rencontra un milicien qui lui conseilla de faire demi-tour; mais dès qu'il eut tourné le dos, la jeune fille dévala la montagne vers Port-Bou. Elle prit le train pour Barcelone, d'où elle comptait gagner Madrid. C'est à Gérone qu'elle fut retrouvée par la police.

Un Italien voulait provoquer une explosion dans le tunnel international de Cerbère à Port-Bou

Perpignan, 1er juin. — Les gardes mobiles de service ont arrêté, la nuit dernière l'Italien Guglielmo Campelli, 38 ans, aux abords du tunnel international de Cerbère, à Port-Bou.

Près de là, on trouva une bouteille thermos qui semblait contenir un liquide; mais le fond, un cylindre métallique, contenait un explosif avec mouvement d'horlogerie.

L'individu affirma être entré régulièrement en France. Le passeport dont il était porteur portait le visa en date du 28 mai, des autorités italiennes. En revanche, il ne mentionnait pas les indications apposées généralement aux postes-frontières lors de l'entrée des étrangers en France.

Une enquête a été prescrite pour s'assurer que ce passeport est régulier et qu'il ne lui a pas été délivré frauduleusement.

L'engin explosif, dont la poudre sera examinée par les laboratoires de l'usine d'explosifs de Paulilles étant d'une fabrication parfaite, les enquêteurs estiment que s'il ne pouvait être suffisant pour démolir le tunnel creusé dans le roc, il aurait pu, néanmoins, provoquer des dégâts à la voie ferrée.

(Ph. N.Y.T.)

LE PAQUEBOT « CIUDAD-DE-BARCELONA », QUI A ÉTÉ COULÉ PAR UN SOUS-MARIN.

Un débat à la Chambre des Communes sur les problèmes que la situation pose pour l'Angleterre

Londres, 1er juin. — La déclaration suivante a été faite mardi après-midi par M. Eden à la Chambre des Communes au sujet de la situation consécutive aux derniers événements d'Espagne sur la demande de M. Attlee.

« Le gouvernement allemand a décidé de ne plus participer au contrôle naval des côtes espagnoles, ni aux discussions du Comité de non-intervention, tant qu'il n'aura pas reçu une garantie sûre contre la répétition d'incidents tels que le bombardement du « Deutschland ». Une décision similaire a été prise par le gouvernement italien.

» Des enquêtes que j'ai faites, il ressort cependant que ces gouvernements considèrent toujours que le plan international de contrôle leur est toujours applicable à tous les points de vue, sauf en ce qui concerne leur participation à la surveillance navale.

» La situation a été étudiée hier au cours d'une réunion du sous-comité de non-intervention à laquelle n'assistaient pas les représentants allemand et italien. Les délégués présents ont indiqué qu'ils se proposaient de rendre compte de la situation à leurs gouvernements respectifs et ont prié le président de convoquer une nouvelle réunion aussitôt qu'ils la jugerait opportune.

» Le gouvernement de Sa Majesté a exprimé le profond regret que lui causait la décision prise par les gouvernements allemand et italien.

» Il continuera à faire tout son possible pour empêcher l'aggravation de la situation présente. Il se tient en consultation constante avec les autres gouvernements à ce sujet, en vue d'étudier quelles sont les mesures les plus adéquates qui pourront être prises pour rétablir la situation.

» L'assemblée comprendra certainement qu'il ne m'est pas possible pour le moment de donner d'autres détails.

» Le gouvernement, a alors demandé M. Attlee, a-t-il étudié la question de soumettre l'affaire à la S.D.N. afin d'étudier les faits et de découvrir ce qui apparaît comme un acte possible d'agression de la part de ces puissances ?

— Naturellement, a répondu M. Eden, le gouvernement a étudié tous ces aspects de la question et je sais que le gouvernement espagnol, dans une déclaration faite à la S.D.N., hier, n'a pas demandé une prochaine réunion du Conseil, cependant que le gouvernement de S. M. est prêt à coopérer à toute tâche sur laquelle s'accordent les deux parties.

» Je préfère ne m'engager à aucune action individuelle en raison de la présente décision prise par les deux parties. »

Un certain tumulte a été provoqué par une nouvelle question de M. Attlee demandant à M. Eden « si le gouvernement avait exprimé sa sympathie au peuple espagnol pour les pertes de vies éprouvées au cours du bombardement ».

— Et les Allemands? se sont écriés plusieurs députés conservateurs.

— Je pense, a répondu M. Eden, que l'Assemblée comprendra, d'après ce que j'ai dit hier, que nous regrettons ce qui était arrivé sur le « Deutschland » et à Almeria.

Le député conservateur Bellenger a voulu savoir si le gouvernement était en mesure de dire si le bombardement d'Almeria était un acte de guerre et, en raison des larges répercussions qu'il pourrait avoir, en particulier en ce qui concerne l'Angleterre, si le gouvernement anglais avait l'intention de faire prochainement une déclaration spécifique sur son attitude.

Presque en même temps, le député travailliste Garro Jones a demandé si des mesures étaient prises pour remédier à la situation créée au large des côtes maintenant dépourvues de contrôle.

— Ceci, a répondu M. Eden, est naturellement une des questions à étudier et un des nombreux problèmes que nous pose à tous ce triste événement.

Samedi, aura lieu le tirage de la sixième tranche de la Loterie nationale

Paris, 1er juin. — Le tirage de la 6e tranche de la Loterie 1937 aura lieu samedi prochain à Clermont-Ferrand à 14 h. 30. La radiodiffusion sera assurée par Lyon-P.T.T. et le Poste Parisien.

Quant au tirage de la tranche spéciale du Grand Prix de Paris qui répartira 45 millions de francs de lots à titre préliminaire, il interviendra le 25 juin en soirée au Palais des Sports à Paris.

L'Académie pontificale des sciences a été inaugurée hier au Vatican

Le Pape n'a pu y assister

Cité du Vatican, 1er juin. — L'inauguration de l'Académie pontificale des sciences a eu lieu. Le cardinal Eugénio Pacelli présidait au nom du Pape.

La séance à laquelle assistaient les cardinaux de Curie et les membres du corps diplomatique, a commencé par un discours du P. Gemelli, président de l'Académie.

L'Académie, a-t-il déclaré, a pour tâche de « servir les sciences et promouvoir le progrès scientifique sans aucune autre préoccupation ». Il a terminé en disant qu'en ces heures où les nations sont troublées par des luttes et de la haine, la réunion d'hommes de pays, de langues de religions divers unis, dans le seul dessein de rechercher la vérité est un grand exemple.

M. de la Vallée Poussin, professeur à l'Université de Louvain, déclara à son tour qu'en plus de ses fins scientifiques, l'Académie s'occupe aussi de la défense de la parole et de la société.

« L'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme, a-t-il dit, sont à la base de toute loi morale et de toute vie sociale. Ceux qui renient de telles vérités édifient une doctrine cruelle interdisant aux hommes d'élever les yeux au Ciel ».

L'Académie des sciences « Le sénat scientifique du Saint-Siège » comprend 70 membres : 33 Italiens, 6 Américains du Nord, 5 Français, 5 Allemands, 5 Belges, 4 Hollandais, 3 Anglais, 2 Autrichiens, 1 Tchécoslovaque, 1 Portugais, 1 Argentin, 1 Danois, 1 Polonais, 1 Norvégien et 1 Chinois.

Des bagarres à Bombay entre hindous et musulmans font trois morts et cent vingt-cinq blessés

Bombay, 1er juin. — Une bagarre a éclaté entre hindous et musulmans qui aurait fait trois morts et 125 blessés.

JOURNAL DE ROUBAIX

ABONNEMENTS

Nord et départements limitrophes...	3 mois,	34 fr.
	6 mois,	64 fr.
	1 an,	120 fr.
France et Colonies...	3 mois,	38 fr.
	6 mois,	70 fr.
	1 an,	126 fr.
Belgique	3 mois,	34 fr.
	6 mois,	64 fr.
	1 an,	120 fr.

Compte chèques postaux : Lille 87

C'est jeudi que sera célébré à Candé le mariage du duc de Windsor

L'affluence est déjà considérable aux abords du château

Candé, 1er juin. — C'est jeudi à 11 h. 30 que sera célébré dans la salle de musique du château de Candé, la brève cérémonie du mariage du duc de Windsor et de Mrs Wallis Warfield.

Le docteur Mercier, maire de Monts, a déjà procédé à une sorte de répétition générale. Il a donné lecture aux futurs conjoints des articles 212, 213 et 214

(Ph. France-Presse.)

MRS BORDON HARRIMAN, *tante de Mrs Warfield, qui est arrivée au château de de Candé.*

du Code civil, en leur expliquant le sens de chaque article, d'une voix très lente, pour se faire bien comprendre de Mrs Warfield pour qui la langue française est moins familière qu'au duc de Windsor.

La cérémonie sera prolongée par l'allocution du maire, qui n'excédera d'ailleurs pas quelques phrases et surtout par quelques morceaux d'orgue qu'exécutera le maître Michel Dupré. La cérémonie prendra fin vers midi. Son Altesse royale le duc et Sa Grâce, la duchesse de Windsor, recevront ensuite les félicitations de leurs hôtes.

Mardi après-midi est arrivé au château de Candé, M. Ladbrook, qui fut pendant dix-sept ans le chauffeur du prince de Galles, puis du roi Edouard VIII et qui demeurera le chauffeur du duc de Windsor. M. A. G. Allen, avoué-sollicitor du duc, a dîné mardi soir au château.

Le duc de Windsor et Mrs Warfield ont passé toute la journée de mardi à ouvrir les paquets et la correspondance qui ne cessent d'affluer au château et à répondre aux messages et aux vœux qui leur parviennent sans arrêt de toutes les parties du monde, surtout d'Amérique et d'Angleterre ; enfin à régler les détails de la cérémonie et du déjeuner qui la suivra. Le menu a été composé par le chef français Diot.

Dès maintenant, l'affluence est si grande aux abords du château, que des mesures spéciales de contrôle devront être prises le jour du mariage. Seules, les personnes munies du coupe-file spécial délivré aux invités et aux représentants de la presse, auront accès près des cinq grandes grilles qui dès maintenant sont sévèrement gardées.

LES GANGSTERS FONT PARLER D'EUX EN PROVENCE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Dans un temps éclair, les bandits braquaient leurs armes sur la poitrine des trois employés de l'hôpital, s'emparaient de la sacoche, sautaient dans l'auto grise qui, à une allure de bolide, filait sur Toulon.

A ce moment, arrivaient de Toulon, sur une vieille auto, un gendarme et le secrétaire de la mairie du Pradet. Ils se mirent aux trousses des bandits, mais ne purent les rejoindre. L'alerte fut donnée aussitôt par téléphone à la gendarmerie et à la police de Toulon. Mais, jusqu'à présent, les recherches n'ont donné aucun résultat. On suppose que les bandits n'ont pas quitté Toulon.

***

Une autre agression s'est déroulée à Aix-en-Provence, dans des circonstances qui dénotent chez les bandits une audace peu commune.

Il était environ 15 heures, et deux employés de la recette des finances, MM. Nody, âgé de 31 ans, comptable, et Jean Battini, 60 ans, garçon de bureau, venaient de quitter la recette des finances. Ils étaient chargés de transporter, dans une poussette, à la poste principale, une somme de 340.000 fr.

Alors que les deux employés arrivaient à l'angle des rues Laroque et Guyrand, cinq hommes, le visage découvert, tenant chacun une arme à la main, les forcèrent à lever les bras, tout en leur ordonnant de ne pas appeler au secours. Puis, pour aveugler leurs victimes, ils leur lancèrent au visage une poignée de sable. Trois bandits se saisirent alors du petit véhicule dont l'un d'eux fit sauter la serrure et ils s'emparèrent du précieux contenu. Marchant à reculons et menaçant toujours de leurs revolvers les employés de la recette des finances, les bandits sautèrent dans une automobile de couleur noire qui démarra aussitôt.

Les victimes de cette audacieuse agression se précipitèrent à la recette des finances, toute proche, et donnèrent l'alarme. Mais malgré les appels téléphoniques, il fut impossible d'arrêter les bandits.

Mardi matin, cependant, on trouvait l'automobile abandonnée.

Il s'agit d'une voiture volée à Marseille, dans la nuit du 30 au 31 mai, qui appartiendrait à une personne d'origine espagnole.